

DÉCLARATION COMMUNE

Conformément à la pratique établie voulant que des consultations politiques aient lieu régulièrement entre l'URSS et le Canada, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Édouard A. Chevardnadze, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, ont longuement discuté, lors de leur réunion de travail du 16 novembre 1990 à Moscou, d'une série de questions internationales dans le but de favoriser des efforts conjoints visant à consolider les succès que représentent la fin de la guerre froide et la transition à une période de paix dans l'histoire.

La situation dans le golfe Persique a grandement retenu l'attention. Les deux parties se sont dites très inquiètes devant l'impuissance de la communauté internationale à trouver une solution à la crise menaçante qui s'est déclarée. Les deux ministres ont insisté pour que l'Iraq se retire du Koweït et observe toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU dans les meilleurs délais. Cela aurait pour résultat de ramener la situation à ce qu'elle était avant l'agression du Koweït par l'Iraq. Les deux ministres continuent d'espérer que la crise pourra être réglée de façon pacifique. En même temps, ils ont consenti à travailler en étroite collaboration pour prendre, par l'intermédiaire des Nations Unies, toute mesure supplémentaire qui pourrait s'imposer pour amener l'Iraq à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et au droit international.

Il est parfaitement inadmissible, tant pour les populations que pour les gouvernements de l'Union soviétique et du Canada, que des citoyens de ces pays soient retenus contre leur gré par le gouvernement iraquien. L'Union soviétique et le Canada insistent pour que l'Iraq adopte une attitude acceptable et autorise ces personnes à regagner leur pays conformément au droit international.

Lors de discussions poussées sur la situation dans la région Asie-Pacifique, les ministres ont indiqué qu'il se dessinait une nette tendance à la réduction des tensions et un désir de plus en plus marqué d'accélérer la progression vers la stabilité régionale, le règlement des conflits armés, la réconciliation nationale et l'intégration économique.

Les ministres ont fait ressortir les analogies entre les idées, les approches et les propositions précises de l'URSS et du Canada en vue de la création d'instruments